



CUFR DE MAYOTTE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE

8, rue de l'Université - Itoni - BP 53, 97660 DEMBENI
Tél : 02 69 61 07 62 - courriel: secretariat@univ-mayotte.fr

PLAN DE RELANCE

**TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU CUFR DE
MAYOTTE**

**MARCHE PUBLIC DE DIAGNOSTIC ET DE REPERAGE
D'AMIANTE AVANT TRAVAUX**

NUMERO

					C	U	F	R	-	2	0	2	1	-	0	1		
--	--	--	--	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Objet du marché : **Mission de diagnostic amiante pour la rénovation énergétique du CUFR de Mayotte**

Situé à : **8, rue de l'Université - Itoni - BP 53, 97660 DEMBENI**

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ	3
1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ	3
1.3. SOUS-TRAITANCE	3
1.4. TYPE DE MISSION	3
1.4.1. CONTENU DE LA MISSION	3
1.4.2. PROTECTION DES OUVRAGES, MATÉRIAUX ET MATÉRIELS	3
1.5. DURÉE DU MARCHÉ	4
1.6. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
1.7. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :	4
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
3. FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	5
4. PRIX ET VARIATION DU PRIX	5
4.1. FORME DU PRIX	5
4.2. VARIATION DU PRIX : RÉVISION - ACTUALISATION	5
4.3. RÉMUNÉRATION	5
5. AVANCE	5
5.1. AVANCE FORFAITAIRE	5
5.1.1. CONDITIONS DE GARANTIES POUR LE VERSEMENT DE L'AVANCE	6
5.1.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE L'AVANCE	6
5.1.3. MODALITÉS DE RESORPTION DE L'AVANCE	6
5.2. AVANCE FACULTATIVE	6
6. MODALITÉS DE RÈGLEMENTS	6
6.1. FACTURATION	6
6.2. DÉLAI DE PAIEMENT	6
6.3. INTÉRÊTS MORATOIRES	7
6.4. PRÉSENTATION DES FACTURES AU FORMAT DÉMATÉRIALISÉ	7
7. DÉLAIS - PÉNALITÉS	7
7.1. ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDES	7
7.2. RÉSILIATION	7
8. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	7
9. UTILISATIONS DES RÉSULTATS	8
9.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	8
9.2. RÉGIME DES DROITS	8
9.3. CÉSSION DU DROIT DE REPRODUCTION DE L'IMAGE DU OU DES BÂTIMENTS CONSTRUITS	8
9.4. ASSISTANCE DUE PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ	8
10. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION	8
11. RÉCEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION	9
11.1. RÉCEPTION DES DOCUMENTS	9
11.2. ACHEVEMENT DE LA MISSION	9
12. RÉSILIATION DU MARCHÉ	9
12.1. RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	9
12.2. RÉSILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU DIAGNOSTIQUEUR AMIANTE	9
13. ASSURANCES	9
14. CLAUSES DE REEXAMEN	10
14.1. REMPLACEMENT DU TITULAIRE INITIAL PAR UN NOUVEAU TITULAIRE EN COURS D'EXÉCUTION	10
14.2. REMPLACEMENT DU MANDATAIRE TITULAIRE EN COURS D'EXÉCUTION	10
15. DÉROGATIONS AUX CCAG PI ET TRAVAUX	10
16. ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE	11

1. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent CCAP est un marché de diagnostic amiante soumis aux dispositions du code de la commande publique (CCP).

Le présent marché porte sur une mission de diagnostic et repérage d'amiante avant travaux (RAAT), pour le compte du maître d'Ouvrage et pour l'opération de **rénovation énergétique du CUFR de Mayotte**. Voir le programme joint au présent marché.

Le repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux ou démolition a pour objectif de contribuer à l'analyse des risques générés par ces travaux. Cela en conformité avec l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique, l'arrêté du 23 janvier 2020 et celui du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, au décret 96-97 du 7 février 1996 modifié aux articles L 230-2 et L235-1 du code du travail et aux articles R 1334-25, 26 et 28 du code de la santé.

Ce repérage consiste à identifier et à localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante parmi ceux concernés par les travaux mais aussi un sondage consistant à s'assurer que des composants de construction sont semblables dans le but, notamment, de déterminer des zones présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO) jugées susceptibles de contenir de l'amiante.

Il s'agit d'un repérage sur l'enveloppe extérieure du bâtiment principal notamment sur l'enduit à cause des travaux prévus en isolation thermique extérieure des murs.

1.2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "LE DIAGNOSTIQUEUR AMIANTE", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1.3. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée dans le cadre du présent marché.

1.4. Type de mission

1.4.1. Contenu de la mission

La présente mission comprendra:

- Inspection visuelle et sondage pouvant être destructif ou nécessitant des démontages particuliers des composants affectés par les travaux afin d'y rechercher et d'y recenser les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.
- Prélèvement d'échantillons des matériaux ou produits en cas de doute sur la présence d'amiante.
- Transmission de ces échantillons à un laboratoire accrédité qui en effectue une analyse qualitative afin de vérifier la présence d'amiante.
- Rédaction d'un rapport et de plans de repérage du bâtiment sur support électronique et papier en 2 exemplaires dont un reproductible avec la localisation des matériaux et produits repérés (positionnement des points de prélèvement, emplacement des matériaux et produits repérés, etc...).

1.4.2. Protection des ouvrages, matériaux et matériels

L'entreprise demeure responsable du matériel et outillage qu'elle utilisera pour son intervention.

L'entreprise demeure également responsable du bon état des ouvrages, infrastructures, équipements, matériels et matériaux.

1.5. Durée du marché

La durée du marché est définie à l'**article 2.5 de l'acte d'engagement**.

Les interventions du diagnostiqueur amiante s'achèvent à l'expiration du délai de validation du rapport amiante soit une semaine après la date de remise de celui-ci.

En application de l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution du marché court à compter de la date de notification du marché.

1.6. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, une mission qui aura pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.7. Informations complémentaires :

- Le calendrier prévisionnel prévoit une durée globale de l'opération de **25 mois et 12 mois** de parfait achèvement soient **37 mois** à compter de la date fixée par l'OS qui prescrira de commencer les prestations.
- Pendant la phase travaux, suivant les demandes des organismes de contrôle, des prélèvements supplémentaires pourront être demandés au présent titulaire.
- Le rapport du diagnostic devra parvenir au maître d'ouvrage avant le rendu de la première phase d'études.

Autres intervenants de l'opération :

Maîtrise d'œuvre :

Le maître d'œuvre est en cours de consultation.

Contrôle technique:

Le contrôleur technique est en cours de consultation.

Coordonnateur de la Sécurité et de la Prévention de la Santé:

Le diagnostiqueur amiante est en cours de consultation

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- 1 - l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- 2 – le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes ;
- 3 – Le programme ;
- 4 – le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (publié au JO du 16 octobre) ;
- 5 – les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres ;
- 6 – les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

- 7 – Les pièces écrites du dossier présenté par le diagnostiqueur amiante à l'appui de son offre ainsi que celles qui seraient rendues contractuelles lors de la mise au point du marché ;
- 8 – les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché.

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux seront soumis aux dispositions du CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009. Le diagnostiqueur amiante reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

3. FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- **Lettre recommandée avec accusé de réception postal,**
- **Courrier électronique (Email) avec accusé de réception.**

Les notifications sont faites à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

4. PRIX ET VARIATION DU PRIX

4.1. Forme du prix

La forme du prix est définie à l'article 5 de l'acte d'engagement.

4.2. Variation du prix : révision - actualisation

Le présent marché est passé à prix non révisable.

4.3. Rémunération

Le montant de la mission est un coût forfaitaire et global. Le coût forfaitaire et global comprend les frais et dépenses de toutes natures nécessaires à l'exécution complète de la mission et notamment :

- Le repérage amiante sur place.
- Les analyses des échantillons prélevés en laboratoire (MOLP et MET).
- La rédaction du rapport d'amiante.
- L'établissement des plans avec la localisation de l'amiante

Le prix contient également toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'exécution de la prestation.

5. AVANCE

5.1. Avance forfaitaire

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions fixées aux **articles R2191-3 à R2191-14** du **code de la commande publique**, **sauf renonciation expresse par le titulaire** du marché dans l'acte d'engagement pour les **marchés de plus de 50 000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieure à 2 mois.

En complément du présent CCAP, **l'article 7 de l'acte d'engagement** détermine le droit à l'avance, son montant, les conditions et modalités de versement et de résorption de l'avance.

5.1.1. Conditions de garanties pour le versement de l'avance

En application des articles **R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique**, une avance doit être accordée lorsque le **montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT** et lorsque le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois sauf indication contraire portée par le titulaire.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est le suivant :

- ✓ 30 % pour les marchés dont le montant est compris entre 50.000 € HT et 99.999,99 € HT
- ✓ 20% pour les marchés dont le montant est compris entre 100.000 € HT et le seuil de passation des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.
- ✓ 5% pour les marchés dont le montant est supérieur seuil des passations des marchés de prestations intellectuelles à procédure formalisée définis à la réglementation sur la commande publique.

5.1.2. Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois, après production de la garantie si celle-ci est exigée.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai maximum fixé à **l'article 8.2 de l'acte d'engagement**.

Ce règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche, sauf accord préalable et express du maître d'ouvrage (**cf articles 7 et 8.2 de l'acte d'engagement**).

Dans l'hypothèse où une garantie est exigée (c'est à dire pour les marchés dont le montant est supérieur ou égal à 1 000 000 € HT), si la garantie n'est pas constituée dans les conditions ci-avant décrites et en conséquence le règlement n'intervient pas dans ce délai, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance.

Le versement interviendra de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer à l'exception de la production de la garantie si celle-ci est exigée.

5.1.3. Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant en prix de base des prestations de l'entreprise qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera 30 % du montant initial du marché et devra être pleinement résorbé quand le marché atteint 80% d'avancement.

5.2. Avance facultative

Sans objet.

6. MODALITES DE REGLEMENTS

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG PI sont complétés par les dispositions suivantes :

6.1. Facturation

Le marché ne fera l'objet que d'une seule facturation qui interviendra après le rendu des prestations et la validation de celle-ci par le maître d'ouvrage.

6.2. Délai de paiement

Le paiement des sommes dues au prestataire retenu s'effectuera par mandat administratif et après contrôle et visa du Maître de l'ouvrage de la facture correspondante.

Ce paiement sera assuré dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la date de réception de la facture non contestée.

Les prestations seront réglées par application de prix forfaitaires - dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - à tout ou partie du marché quelles que soient les quantités exécutées

6.3. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

6.4. Présentation des factures au format dématérialisé

Pour les grandes entreprises et les personnes publiques, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire depuis le 1er janvier 2017. Cette obligation concerne les entreprises de taille intermédiaire à compter du 1er janvier 2018, les PME à compter du 1er janvier 2019 et les microentreprises à partir du 1er janvier 2020.

7. DELAIS - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

7.1. Etablissement des documents d'études

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'études, ainsi que leur point de départ.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des documents d'études, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/200e du montant, **en prix de base hors TVA**, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée.

Par dérogation à l'article 26.4 du CCAG PI, le titulaire n'a pas à aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

7.2. Résiliation

En cas d'inexécution partielle ou totale ou de mauvaise exécution par l'une ou l'autre des parties d'une quelconque de ses obligations, la partie défaillante sera mise en demeure par l'autre de respecter ses obligations dans un délai de 15 jours. Si cette mise en demeure restait sans effet passé ce délai, le contrat serait résilié de plein droit sans qu'il soit besoin d'une autre mise en demeure et sans préjudice du droit de la partie lésée de réclamer des dommages-intérêts.

8. PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG PI.

9. UTILISATIONS DES RESULTATS

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG PI.

9.1. Dispositions générales

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG PI. Il est entendu que les résultats au sens du présent CCAP s'entendent des résultats tels que définis par l'**article 23.1 du CCAG PI** et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le diagnostiqueur amiante est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître de l'ouvrage, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas les dites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage toutes les missions et ébauches de missions réalisés en exécution du marché.

9.2. Régime des droits

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du diagnostiqueur amiante en la matière est l'option A (Concession de droits d'utilisation sur les résultats) telle que définie au chapitre V du CCAG-PI.

9.3. Cession du droit de reproduction de l'image du ou des bâtiments construits

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur.

9.4. Assistance due par le titulaire du marché

Le titulaire du marché s'engage à apporter au maître de l'ouvrage l'assistance indispensable à l'exercice des droits concédés pendant toute la durée de construction de l'ouvrage et jusqu'à la levée de la dernière des réserves **par dérogation aux articles A.25.3.6 et B.25.2.4 du CCAG PI**.

Le maître de l'ouvrage pourra solliciter le titulaire du marché pour tout conseil technique relatif aux études qu'il a réalisé mais également pourra lui demander d'apporter son concours aux entreprises de bâtiments pour toute question, assistance technique et/ou transfert de compétence dans le cadre de la construction de l'ouvrage.

Cette assistance est incluse dans le prix du marché et ne pourra faire l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

10. ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 20 du CCAG PI, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter sans indemnité l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission de la phase « études » (élément « ACT » inclus). Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

Le titulaire du présent marché devra prévenir le maître d'ouvrage au plus tard 7 jours avant la date de remise de l'élément de mission d'un arrêt temporaire en le justifiant. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser cet arrêt temporaire s'il considère que celui-ci peut mettre en péril l'exécution de la mission ou de l'opération. L'absence de réponse du maître d'ouvrage à une demande de suspension d'une mission ou d'un élément de mission caractérise un refus de la demande.

Le caractère « temporaire » d'un arrêt n'est possible qu'en cas de force majeure s'imposant au titulaire du présent marché dont il ne pouvait ni maîtriser ni anticiper la cause et la conséquence. De plus, il faut que cet arrêt dit « temporaire » ne remette pas en cause le délai global de l'opération. Dans le cas contraire, l'arrêt peut être considéré comme étant « définitif » et entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Dans le cas d'une résiliation intervenant en cours d'exécution de l'un des éléments de mission d'études, les

modalités de solde du contrat relèvent des dispositions des articles 6, 10 et 14.1 du présent CCAP.

11. RECEPTION - ACHEVEMENT DE LA MISSION

Conformément à l'article 20 du CCAG PI, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter sans indemnité l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission de la phase « études » (élément « ACT » inclus). Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

11.1. Réception des documents

Le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à la réception des documents remis par le titulaire dans les délais définis aux **articles 3.4 et 3.5 de l'acte d'engagement par dérogation à l'article 26.2 du CCAG PI**.

Par dérogation à l'article 26.5 du CCAG PI, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des documents remis pour acceptation.

11.2. Achèvement de la mission

La prestation du diagnostiqueur amiante s'achève après validation du rapport final par le pouvoir adjudicateur. L'achèvement de la mission peut aussi faire l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 33 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

12. RESILIATION DU MARCHÉ

12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 33 du CCAG-PI et lorsque les conditions prévues à **l'article 12 ci-dessus** ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions **des alinéas 2 et 3 de l'article 33 du CCAG PI**, l'indemnité de résiliation est fixée à **5 % du montant initial HT** du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Par dérogation aux articles 33 et 34.2.2.4 du CCAG PI, dans le cas d'un marché à tranches ; ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

12.2. Résiliation du marché aux torts du diagnostiqueur amiante

- En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des **articles 32 et 36 du CCAG PI** avec les précisions suivantes :
 - le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à **l'article 36 du CCAG PI**. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, **et par dérogation à l'article 34.5 du CCAG PI**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite **au plus tard deux mois** après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
 - Le maître d'ouvrage pourra considérer comme raison valable pour une résiliation pour faute, un arrêt temporaire d'une mission ou d'un élément de mission sans justification ni autorisation du maître d'ouvrage,
 - le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
 - **Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG PI**, la fraction des prestations déjà accomplies par le diagnostiqueur amiante est rémunérée avec un abattement de 10 %.

13. ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de son marché et avant tout commencement de ses prestations, **le diagnostiqueur** doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792.2 et 2270 du Code Civil et d'une assurance responsabilité civile professionnelle.

Le diagnostiqueur déclare ainsi avoir souscrit les polices le garantissant :

- contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en vertu notamment des articles 1382 et suivants du Code Civil, à raison des dommages corporels, matériels de toute nature, causés aux tiers à l'occasion de ses activités professionnelles.
- contre les conséquences pécuniaires des responsabilités professionnelles pouvant lui incomber et notamment les responsabilités des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

Il est expressément entendu que la garantie s'applique aux conséquences dommageables de fautes professionnelles, d'erreurs, d'omissions, de négligences et d'insuffisance d'études commises par le **diagnostiqueur**, tant vis à vis de l'Entreprise que du propriétaire de l'ouvrage ou des tiers.

14. CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

14.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes:

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles,
- crise sanitaire limitant les déplacements et rendant difficile l'exécution de la mission ou d'un élément de mission

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

14.2. Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution

Sans objet.

15. DEROGATIONS AUX CCAG PI ET TRAVAUX

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
13.2.2	7.2.1
2 et 3.8	9.2
28.5	9.3
15.4.3	9.4

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
13.1.1	1.6
4.1 et 4.2	2
11.1	5
14.3	7
14.1 et 26.4	7.1
14.1	7.2.2, 7.3.2 et 7.6.2.2
20	12
A.25.3.6 et B.25.2.4	11.5
26.2 et 26.5	13.1
26.2	13.2
33 et 34.2.2.4	14.1
32 et 34.3	14.2
34.5	14.2
3.5	16

16. ETAT D'URGENCE SANITAIRE

Les articles du présents CCP s'appliquent dans le respect de l'ordonnance no 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19.

Pendant la période d'exécution du présent marché, sauf mention contraire dans le présent CCP ou dans l'acte d'engagement, les dispositions de cet ordonnance sont applicables au présent contrat soumis au code de la commande publique durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 ou par d'autres textes réglementaires similaires (ordonnances, lois, arrêtés, décrets,...) qui surviendraient à postériori de la loi du 23 Mars 2020 et/ou de la signature du présent contrat.

Ces dispositions ne seront mises en œuvre que dans la mesure où elles seraient nécessaires pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, dans le cadre de la passation et l'exécution de ce contrat, de la propagation de l'épidémie de covid-19 ainsi que de l'application des mesures prises pour limiter cette propagation.

Fait à
Le diagnostiqueur amiante

le
Le maître d'ouvrage